

Jérusalem, les chiffres-clés 2018

5 mars 2018



En juin 1967, Israël a illégalement annexé Jérusalem-Est pour l'intégrer unilatéralement au territoire israélien. La municipalité de Jérusalem englobe donc Jérusalem-Ouest et Jérusalem-Est occupée, elle est gérée par Israël.

Le 6 décembre 2017, le président américain Donald Trump a annoncé le déménagement de l'ambassade américaine en Israël à Jérusalem, la qualifiant de capitale d'Israël. Le 21 décembre, les 193 Etats membres de l'Assemblée générale de l'ONU ont voté une résolution condamnant cette reconnaissance et rappelant le droit et le statut de Jérusalem. **128 ont voté pour, 9 contre et 35 se sont abstenus.**

Le Bureau central des statistiques palestinien compte **323 700** Palestiniens résidant à Jérusalem-Est. **48%** sont des réfugiés de 1948 (descendants compris).

Entre 61 000 et 70 000 Palestiniens de Jérusalem ont été déplacés hors de la ville depuis 1967.

Colonisation

15 colonies israéliennes ont été illégalement construites à Jérusalem-Est depuis 1967. 222 325 colons israéliens y vivent, dont 2 700 colons dans des enclaves au cœur de quartiers palestiniens (dans et autour de la Vieille ville). A Silwan (quartier palestinien adossé à la vieille ville), 500 colons vivent surprotégés parmi quelques 10 000 Palestiniens. Leur population a quadruplé entre 2014 mai 2016.

152 000 colons vivent dans les colonies du « Grand Jérusalem » soit autour des frontières de la municipalité de Jérusalem ; dans les colonies de Maale Adumim, Kokhav Yaacov, Gush Etzion que le gouvernement israélien souhaite annexer à la municipalité (un [projet de loi](#) à cet effet est en examen par la Knesset).

En 2017, 31 plans de construction de 3 155 unités de logement dans les colonies de Jérusalem-Est ont été relancés.

Dans la zone dite « E1 », à l'est de Jérusalem-Est, un projet de construction de 3 500 unités de logement dans des colonies pour 14 500 personnes, encerclerait les quartiers palestiniens et forcerait au transfert de 18 communautés bédouines, soit 2 800 personnes.

En 2017, 36 personnes ont été expulsées de leur maison par des colons dans la vieille ville de Jérusalem, à Sheikh Jarrah, Silwan et Jabal Al-Mukaber. Au moins 180 foyers palestiniens (818 personnes sont menacées d'éviction par la justice israélienne (suite à des plaintes portées par des colons auprès de tribunaux israéliens).

Le Gouvernorat de Jérusalem comprend 69 colons israéliens pour 100 Palestiniens.

La municipalité affiche sa doctrine de la « balance démographique » formulée en 1973 et selon laquelle elle doit conserver un taux de 30% de Palestiniens et 70% d'Israéliens juifs dans la municipalité de Jérusalem. Si le projet de loi sur l'annexion de colonies et l'exclusion de quartiers palestiniens à la municipalité de Jérusalem va à son terme, il exclurait 120 000 Palestiniens et inclurait 140 000 colons israéliens, portant ainsi la proportion de Palestiniens dans la municipalité à 20%.

En 2017, on compte 37 attaques de colons contre des personnes, biens, lieux sacrés ou terres palestiniennes à Jérusalem. 12 Palestiniens ont été tués, par l'armée israélienne ou des colons. Plus de 2 436 civils palestiniens ont été arrêtés à Jérusalem, dont 800 mineurs ; le taux d'arrestation de mineurs a grimpé de 20% par rapport à 2016.

Pour aller plus loin : consultez notre [Observatoire de la colonisation à Jérusalem-Est](#).

Démolition de maisons / permis de construction

Un Palestinien doit attendre de 5 à 10 ans sinon plus pour obtenir un permis de construire ; les permis de construire délivrés répondent seulement à 5% des demandes et coûtent en moyenne 80 000 euros. Entre 2010 et 2016, seuls 9% des permis de construction pour toute la municipalité ont été accordés à des constructions dans les quartiers palestiniens.

Environ **24 000** maisons ont été construites sans permis de construire à cause de ces restrictions. **144 000** Palestiniens sont de ce fait sous le coup d'une menace permanente de destruction et de transfert forcé.

En outre, Israël limite le développement des constructions palestiniennes à **13%** de la superficie de Jérusalem-Est.

De janvier à novembre 2017, **136 bâtiments palestiniens** ont été détruits par les autorités israéliennes à Jérusalem-Est, déplaçant **228 personnes**.

Dans la zone E1, en 2017, l'armée israélienne a démoli **34 structures**, déplaçant **141 personnes**.

Pour aller plus loin : consultez [les chiffres-clés sur les destructions de bâtiments et infrastructures](#).

Permis de résidence

Les habitants palestiniens de Jérusalem-Est ne sont pas des citoyens israéliens mais sont munis d'un titre de « **résident permanent** » délivré par les autorités israéliennes. C'est le même que celui accordé aux résidents étrangers en Israël. Les détenteurs de permis doivent régulièrement prouver leur résidence afin d'éviter la révocation.

En 1967, près de **30 000** Palestiniens ont été déplacés par les combats. A l'issue de la guerre, ils n'ont pu obtenir le statut de résident et ont été empêché de revenir à Jérusalem. Aujourd'hui, eux et leurs descendants n'ont aucun statut juridique.

En 2016, **95** résidents palestiniens de Jérusalem-Est ont vu leur statut de résidence révoqué.

Depuis 1967, Israël a retiré le permis de résidence à **14 595 Palestiniens**.

Le Mur / liberté de circulation

En 1993, les autorités israéliennes ont mis en place **12 checkpoints** militaires restreignant l'entrée dans la ville. Aujourd'hui **16** checkpoints seulement permettent l'entrée des Palestiniens de Cisjordanie à Jérusalem.

En 2017, **247** incidents d'accès aux checkpoints avec l'armée israélienne ont impliqué des employés d'ONG ou de l'ONU, contre 92 en 2016.

A l'intérieur et sur le pourtour de Jérusalem, le Mur est long de **168 km**, seuls 4 km (**3%**) suivent le tracé de la Ligne verte (ligne de démarcation à l'issue de la guerre en 49 à l'issue de la guerre et reconnue comme frontière potentielle).

Près de **160 000** résidents palestiniens (**30%** des résidents palestiniens de Jérusalem) sont isolés du reste de la ville par le Mur, restreignant leur accès aux services de base (santé, éducation...). Plusieurs milliers de personnes vivent, elles, dans des enclaves encerclées par le Mur.

1 400 Palestiniens sont eux affectés car ils sont eux résidents de Cisjordanie et non de Jérusalem, mais sont

du « côté jérusalémite » du Mur.

Voir le tracé du mur dans la zone dite « E1 » en cliquant [ici](#).

Pour aller plus loin : consultez les [chiffres-clés sur le mur](#).

Economie / société

Le taux de chômage dans Jérusalem-Est est de **40%** chez les hommes et **85%** chez les femmes.

Le taux de pauvreté des résidents palestiniens de Jérusalem-Est est de **75%** et **84%** pour les enfants.

213 000 Palestiniens ont besoin d'assistance humanitaire à Jérusalem-Est.

25% des commerces palestiniens ont dû fermer à cause de la politique de séparation de Jérusalem et de taxes élevées. Au moins **31** institutions palestiniennes ont été fermées depuis 2001 sous prétexte de sécurité et d'affiliation avec l'Autorité palestinienne.

La contribution de Jérusalem-Est à l'économie palestinienne (au PIB) est passée de **15% avant les Accords d'Oslo** à **moins de 7% aujourd'hui**.

Pour aller plus loin : consultez les [chiffres-clés Economie / Société](#).

Seul **10% du budget de la ville** est dépensé à Jérusalem-Est entraînant un manque de services de base (routes, pavage, système d'écoulement des eaux).

Seulement **13%** de la superficie de Jérusalem Est est réservée à la construction de résidences palestiniennes. Le taux de construction dans les quartiers palestiniens est de 25 à 50% de la capacité alors que dans les quartiers juifs ce chiffre atteint **75 à 125%**.

On compte seulement **4** bureaux des services sociaux à Jérusalem Est contre 19 à l'Ouest. Seulement **1/4** des travailleurs sociaux de Jérusalem offrent des services aux Palestiniens. **6 cliniques** sont installées à Jérusalem-Est contre **27** à Jérusalem-Ouest.

Jérusalem-Est n'a que **9** bureaux de postes comparés aux **37** de Jérusalem Ouest.

Entre 85% et 90% des adultes et **90%** des enfants qui ont besoin de soin de santé mentale ne sont pas en mesure d'en recevoir.

41% n'ont pas accès aux connections du système des eaux, les canalisations manquant à Jérusalem-Est. Ils ont ainsi des connections de fortune et non autorisées par les autorités israéliennes.

Seulement **39,4%** des enfants palestiniens bénéficient de l'enseignement public. Il manque **2 557 salles de classe** dans le système scolaire local et en 2017 seules **32** classes ont été créées. Près de la moitié des classes d'écoles municipales à Jérusalem-Est sont considérées comme vétustes.

33% des écoliers de Jérusalem-Est ne terminent pas leur cursus scolaire. Les diplômes obtenus dans des universités palestiniennes ne sont pas officiellement reconnu par les institutions israéliennes.

En 2017, **200** manuels scolaires qui n'avaient pas été édités par les autorités israéliennes ont été saisis.

> Le résumé des chiffres-clés Jérusalem de l'ACRI en [infographie](#).

Sources :

ACRI (The Association for Civil Rights in Israel)

B'Tselem

Coalition civique pour les droits des Palestiniens à Jérusalem

EU HOMs report on Jerusalem 2017

International Middle East Media Center

Ir Amim

NAD PLO, Etat de Palestine

OCHA (Office for the Coordination of Humanitarian Affairs)

Organisation Internationale du Travail (OIT)

PASSIA (Palestinian Academic Society for the Study of International Affairs)

PBCS (Palestinian Central Bureau of Statistics)

Terrestrial Jerusalem

UNISPAL (United Nations Information System on the question of Palestine)

- Emplacement : [Vous êtes ici](#) : [Accueil](#) > [S'informer](#) > [Palestine - les chiffres-clés](#) >
- Adresse de cet article : <https://plateforme-palestine.org/jerusalem-les-chiffres-cles-2018>